

# L'ÉCO

## de la semaine

---

08 Juin au 14 Juin 2024

# SOMMAIRE

Carburants : le gel des prix à la pompe maintenu .....	2
LFR 2024 : Augmentation des subventions à la jirama .....	2
Projet CASEF : Succès et avancées majeures présentés cette semaine à Antsirabe .....	3
Dubaï-Antananarivo : Quatre vols hebdomadaires à compter de 03 septembre 2024 .....	4
Journée internationale des régions : le projet Odof soutient les petits producteurs de la Sava .....	4
COMFWB TRADE FAIR & CONFERENCE 2024 .....	5
Conseil National du Cacao : Recrutement d'un secrétaire exécutif pour le rendre opérationnel .....	6
Développement régional : la région Sava inaugure une nouvelle salle de formation high-tech .....	6
Madagascar Airlines : 157 vols domestiques aux mois de juin et juillet .....	7
Artisanat : une vitrine pour le savoir-faire malgache à l'aéroport d'Ivato .....	7
Produits importés : Augmentation du droit d'accise sur les boissons alcoolisées .....	8
Coopération Triangulaire Sud-Sud : Madagascar et l'Indonésie s'unissent pour l'énergie renouvelable .....	8
Carburants : TotalEnergies lance son nouveau produit « Excellium » .....	9
Pêche industrielle : les navires européens reprennent la pêche au thon .....	9
Minéraux stratégiques : l'uranium malgache suscite de nouveau l'intérêt .....	10
Parités de pouvoir d'achat : De grands défis économiques à relever pour Madagascar .....	10
Mahajanga : Star engage des actions RSE pour les communautés .....	11
Production rizicole : un objectif de 5,6 millions de tonnes cette année .....	11
Commerce : Le PICM, une mine d'informations essentielles au service des échanges .....	12
Perspectives économiques : Faible performance de Madagascar pour les trois prochaines années .....	12
Pêche : Un plan pour développer la Somapêche .....	13
Télécommunications : l'Artec publie les catalogues d'interconnexion des opérateurs .....	14
Finances : Paositra Finance autorisée à offrir des services .....	14
Agriculture : la lutte antiacridienne s'intensifie .....	14
Huile lourde de Tsimiroro : Un atout économique non négligeable pour Madagascar .....	15
Création d'emplois et insertion professionnelle : 84 000 bénéficiaires depuis le début de l'année .....	16
Fendi Summer 2024 : Le sac Roll revisité avec Made For A Woman .....	16
Visite ministérielle chez Star : un engagement renouvelé pour l'environnement .....	17

# Carburants : le gel des prix à la pompe maintenu

ITAMARA RANDRIAMAMONJY | 8 JUIN 2024 | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

**A**ucun changement des prix à la pompe n'est prévu, du moins pour les prochains mois. Selon la ministre de l'Économie et des Finances, l'État n'envisage pas encore d'appliquer la vérité des prix.

Un sujet brûlant. Les prix du carburant ne changeront pas dans les mois à venir, du moins pas cette année. C'est ce qu'a indiqué hier la ministre des Finances, interrogée par la presse à la sortie de l'hémicycle de Tsimbazaza. Questionnée sur la possibilité d'instaurer la vérité des prix à la pompe, la ministre de l'Économie et des Finances, Rindra Hasimbelo Rabarinirinarison, a expliqué que bien que les bailleurs de fonds exigent la mise en place de cette mesure, le pays n'envisage pas de l'appliquer dans l'immédiat.



« Les Malgaches ne pourront pas supporter l'instauration immédiate de la vérité des prix. Nous ne pouvons pas mettre en œuvre cette mesure tout de suite. Cependant, une politique a été mise en place pour que nous puissions progresser progressivement vers l'effectivité de cette mesure sur plusieurs années », a-t-elle souligné. Cette mesure est actuellement impopulaire. Ainsi, les autorités comptent avancer progressivement vers la vérité des prix à la pompe.

Lors des dernières revues du Fonds monétaire international (FMI) dans le cadre de la Facilité élargie de crédit (FEC), cette question épineuse avait été soulevée, ainsi que celle de la Jirama, la société nationale d'eau et d'électricité. Ces deux sujets sont des préoccupations majeures du FMI depuis juillet 2022. À l'époque, l'État s'était engagé à geler les prix du carburant afin de prévenir des hausses inflationnistes excessives de ce produit.

Actuellement, le FMI, dans ses mesures préalables et repères structurels lors des missions précédentes, estime que ces deux facteurs, y compris le gel des prix du carburant, représentent des risques budgétaires élevés pour Madagascar. Les recommandations du FMI lors de la quatrième revue de la FEC ont sonné comme une piqure de rappel.

## Détermination

« À l'avenir, la mise en place d'un mécanisme automatique de fixation des prix des carburants au début de 2024 et la réforme de la Jirama devraient contribuer à atténuer les risques budgétaires et à créer un espace budgétaire indispensable pour les dépenses sociales et de développement », avait-on indiqué dans l'accord avec le Fonds Monétaire International en mai 2023. Il a été convenu que les autorités « ont réaffirmé leur détermination à mettre en œuvre un mécanisme d'ajustement automatique des prix du carburant à partir du premier trimestre de cette année ». Pour l'instant, l'État continuera donc à s'engager auprès des pétroliers pour combler l'écart par litre vendu entre les prix réels et les prix affichés du carburant. Jusqu'à quand ?

# LFR 2024 : Augmentation des subventions à la jirama

ITAMARA RANDRIAMAMONJY | 8 JUIN 2024 | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

C'est l'une des annonces faites par la ministre de l'Économie et des Finances lors de son intervention à l'Assemblée nationale, hier. Elle a suscité des réactions parmi les quelques députés présents dans la salle. « Les subventions qui seront allouées à la Société Nationale d'Eau et d'Électricité vont être augmentées, en raison des dettes phénoménales contractées par la Jirama », a annoncé Rindra Hasimbelo Rabarinirinarison, Grand argentier, hier à Tsimbazaza.

Ainsi, ces subventions seront de quatre cent soixante-quinze milliards d'ariary. Soit cent soixante-quinze milliards d'ariary de plus que celles prévues dans la Loi de finances initiale 2024. Pour cette année, l'État avait envisagé de subventionner la Jirama à hauteur de trois

cent milliards d'ariary, en se basant sur les subventions inscrites dans la Loi de finances initiale de 2023.



L'État comptait sur la réduction de son recours au carburant, mais revoit maintenant sa stratégie.

Le Grand argentier, pour s'expliquer, a évoqué le fait que «l'État ne peut pas laisser cette société dans une telle situation». Une annonce qui a soulevé des murmures sourds parmi les députés. On annonce également que le secteur de l'énergie et des Hydrocarbures bénéficiera d'un budget conséquent. Ces subventions, ajoutées aux passifs de l'État envers les pétroliers, en lien avec le gel des prix du carburant opéré en 2022, s'élèvent à 1

032 milliards d'ariary. «L'augmentation des dépenses de transferts de 294,4 milliards d'ariary, soit un montant de 2 251,0 milliards d'ariary inscrit dans le présent PLFR, met principalement en évidence la hausse des subventions pour le secteur de l'énergie qui passe à 1 032 milliards d'ariary pour 2024», peut-on lire dans le document du projet de loi de finances rectificative. Par ailleurs, le PLFR 2024 annonce également que certains budgets seront affectés à l'énergie.

## Projet CASEF : Succès et avancées majeures présentés cette semaine à Antsirabe

ANTSA R | 8 JUIN 2024 | MIDI MADAGASIKARA

**A**près huit années d'exercice, le projet CASEF (Croissance agricole et sécurisation foncière) prendra fin d'ici quelques jours. Ses représentants ont organisé, cette semaine, un atelier pour partager les réussites, les leçons tirées, ainsi que les impacts à pérenniser.

Un événement, dédié à l'équipe du Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage (MINAE), est organisé par CASEF, cette semaine à Antsirabe. Depuis jeudi, les responsables du projet se sont réunis pour présenter les avancées réalisées depuis les huit années de mise en œuvre de ce projet. D'après les explications, cet atelier est conçu non seulement pour capitaliser sur les succès, mais aussi pour pérenniser les impacts positifs des initiatives menées. Les organisateurs ont souligné l'importance de cet atelier, qui vise à diffuser les acquis du CASEF auprès de tous les responsables du MINAE. L'atelier a mis en lumière les bonnes pratiques et les points nécessitant une réflexion plus approfondie, apparus au fil de la mise en œuvre du projet.



Parmi les thématiques abordées figurent les composantes du projet, dont la mise en œuvre a apporté des impacts tangibles pour l'amélioration de la qualité de vie des communautés bénéficiaires. En effet, les réalisations du projet portent surtout sur l'amélioration de différentes chaînes de valeurs, la sécurisation foncière et les infrastructures permettant de faciliter l'accès au marché.

### Pérennité

L'objectif principal de cette rencontre est de garantir que les acquis du CASEF soient pleinement intégrés par l'équipe du MINAE, permettant ainsi de préparer les futures

actions du ministère avec une base solide d'expériences et de connaissances. Il s'agit d'un atelier national, car tous les responsables du MINAE issus des régions d'intervention du projet CASEF ont répondu présents à cette rencontre de partage. Leur participation active témoigne de l'importance accordée à la capitalisation des acquis du projet. Les échanges durant l'atelier ont permis de consolider les connaissances et d'identifier des stratégies pour maintenir et développer les impacts positifs des initiatives du CASEF. À l'issue de cet atelier, il est attendu que les responsables du MINAE soient mieux équipés pour s'approprier les bonnes pratiques et les leçons apprises durant les huit années du projet CASEF. Cette appropriation est essentielle pour garantir la continuité et la pérennisation des efforts de développement agricole et de sécurisation foncière à Madagascar. Le projet CASEF, en apportant des améliorations significatives dans le secteur agricole et foncier, a non seulement atteint ses objectifs mais a aussi préparé le terrain pour des actions futures robustes et durables. Cet atelier de partage à Antsirabe symbolise une transition vers une nouvelle phase où les acquis seront le fondement des prochaines initiatives du MINAE. Bref, l'atelier de partage organisé par le CASEF à Antsirabe constitue une étape importante vers la pérennisation des acquis du projet. Grâce à cette initiative, le MINAE dispose désormais des outils et des connaissances nécessaires pour poursuivre et étendre les succès obtenus. Ce transfert de compétences et de savoir-faire assure que les efforts menés durant les huit années du projet CASEF continueront de bénéficier à l'agriculture et à la sécurisation foncière à Madagascar.



## Dubaï-Antananarivo : Quatre vols hebdomadaires à compter de 03 septembre 2024

NAVALONA R | 8 JUIN 2024 | MIDI MADAGASIKARA

Elle va ainsi opérer quatre vols hebdomadaires à compter du 03 septembre 2024, soit tous les mardis, jeudis, samedis et dimanches. Cette nouvelle liaison aérienne d'Emirates offrira une connectivité de Madagascar avec plus de 140 destinations. Ce qui permettra de contribuer à l'atteinte de l'objectif fixé par le ministère du Tourisme d'attirer un million de voyageurs internationaux en 2028 par le biais de la diversification des marchés émetteurs cibles.



Le développement des échanges commerciaux n'est pas en reste. En effet, outre le lancement des vols passagers, la branche cargo de la compagnie Emirates Skycargo, dispose de 22 tonnes de capacité de fret en soute au départ et à destination d'Antananarivo chaque semaine.

Ce qui permettra de développer les exportations de la Grande île vers des marchés clés tels que les Emirats Arabes Unis, la Chine, l'Indonésie et la France ainsi que les Etats-Unis grâce au hub ultramoderne de Dubaï de la compagnie.

### Impact positif

« Cette nouvelle liaison aérienne représente une avancée significative pour le développement du tourisme et du commerce entre les deux pays tout en créant une nouvelle porte entre Madagascar et le reste du monde », a évoqué le ministre des Transports et de la Météorologie, Valéry Ramonjavelo. Il est à noter que Emirates Skycargo transportera entre autres, des fruits et légumes frais, de la vanille et des produits miniers de manière rapide et fiable grâce au portefeuille de produits spécialisés multi-verticaux de la compagnie aérienne. En revenant sur le transport de passagers, la ligne aérienne entre Dubaï et Antananarivo sera desservie par le Boeing 777-300ER comportant 8 suites en Première Classe, 42 suites en Classe Affaires et 310 sièges en Classe Économique. Les réservations en ligne ou via des agences de voyage peuvent se faire dès maintenant, a-t-on appris. « Nous sommes convaincus que ce nouveau service aura un impact positif sur la connectivité de Madagascar en offrant davantage d'opportunités de découvrir ce joyau caché tout en ouvrant de nouvelles opportunités d'affaires internationales », a fait savoir Adnan Kazim, vice-président et directeur commercial d'Emirates.

## Journée internationale des régions : le projet Odof soutient les petits producteurs de la Sava

L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 10 JUIN 2024 | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

**L**a journée internationale des régions a été célébrée dans la Sava. Une région dans laquelle trois unités One District, One Factory ont été installées. Elles profitent grandement aux petits producteurs de celle-ci.

Les produits des usines One District, One Factory (Odof) sont déjà présents dans les marchés, et sont assez compétitives. La région Sava dispose de trois unités industrielles, installées dans trois sur quatre districts de la région. Lors de la neuvième édition de la Journée internationale des régions (JIR), les produits Odof ont été exposés au stand de la direction régionale de l'Industrialisation et du commerce de Sava. La présence de ces trois machines, installées à Sambava, Antalaha et Vohemar répond aux besoins des petits producteurs et des consommateurs de la région, qui ne demandaient qu'à pouvoir transformer leurs produits localement, et en tirer avantage.

Sambava, célèbre pour sa production de noix de coco, par exemple, s'est vue doter d'une ligne de production de savon. Ce sont plus de trois cents planteurs de palmiers, regroupés au sein d'une coopérative qui vont fournir les

matières premières qui sont nécessaires au bon fonctionnement de l'usine. Celle-ci peut produire jusqu'à 4 tonnes par jour, nécessitant 900 kilos de matières grasses et 400 kilos de soude pour produire une tonne de savon.



Le moyen idéal pour promouvoir à la fois l'agriculture, la transformation locale et développer la localité ainsi que ses paysans. « Depuis que ces machines ont été installées dans la région Sava, nos activités se développent grandement, nous pouvons même affirmer qu'elles fleurissent », s'enthousiasme le président de la coopérative Tongasaina. La présence des unités Odof profite aux habitants de la Sava.

### Second pilier

« Nos produits ne pourrissent plus sur place. C'est ce dont nous avons besoin. En effet, nous avons demandé des usines dans notre région et nous les avons obtenues. Ainsi, nous pouvons produire et transformer localement, grâce au projet Odof », affirme également le président de la coopérative Komevas (Coopérative meva vanille Sava).

Les habitants de la région Sava sont parmi ceux qui disposent d'un bon niveau de vie, cela, grâce à cette région qui produit la plupart des denrées, dédiées à l'exportation de la Grande île. L'Industrialisation et la transformation économique, second pilier de la politique générale de l'État se sont vues offrir une place de choix dans le déroulé général de cette neuvième édition de la journée internationale des régions. « La région est forte de sa production de fruits et de produits de rente. La présence de ces industries dans trois de nos districts permet déjà aux producteurs de bénéficier d'un tonus pour leurs activités, mais aussi de pouvoir vendre ces produits, sur le marché intérieur », estime le directeur régional de l'Industrialisation et du commerce de la région. Les opérateurs économiques et le ministère de l'Industrialisation se sont d'ailleurs fait du développement industriel leur mot d'ordre.

## COMFWB TRADE FAIR & CONFERENCE 2024 : un rassemblement de plus de cinq cents femmes entrepreneures

L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 10 JUIN 2024 | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

La Grande île est prête pour accueillir l'un des plus grands rendez-vous économiques de l'année aussi bien pour le pays que pour la région Sud-ouest du continent africain. La 5e édition du Trade fair, organisée par la fédération des associations nationales des femmes entrepreneures du Comesa, se tiendra dans la Grande île, les 28 et 29 juin, à Antananarivo, Madagascar. Cette manifestation économique d'envergure sera placée sous le haut patronage de la Première dame Mialy Rajoelina. Cette dernière est particulièrement engagée pour la promotion et l'autonomisation des femmes. Il a été tout à fait naturel pour elle de chapeauter cet événement économique qui met en lumière les talents malgaches et féminins au pluriel.



Le chapter COMFWB Madagascar, mandatée par le Groupement des Femmes Entrepreneures de Madagascar (GFEM), sera la cheville ouvrière du Trade fair. Elle a pour objectif de promouvoir les projets et/ou programmes qui intègrent les femmes dans les activités de commerce et de développement en Afrique orientale et australe. Durant deux jours, la capitale malgache accueillera près de cent cinquante exposants issus de vingt-et-un pays. Plus de cinq cents femmes entrepreneures seront également au rendez-vous. Un objectif de trois mille visiteurs tous confondus a été établi.

### Experts multi-sectoriels

« Il est à rappeler que cet événement mettra en relation des chefs d'entreprises porteurs de marchés avec les actrices du marché, sans oublier le grand public. Les side-events permettront de discuter et de débattre sur des thématiques réunissant des experts multi-sectoriels », note Fanja Razakaboana, Chairperson du COMFWB - Chapter Madagascar et non moins Présidente du GFEM. L'évènement de cette année a été placé sous la thématique « Enhancing participation of Women Entrepreneurs in the Comesa regional Markets under the AfCFTA anchored on Green investment, value addition and tourism ». L'accent a été souligné sur l'importance de la Zone de libre-échange continentale africaine (Zlecaf) et des investissements verts d'où l'appui institutionnel par le système des Nations unies Madagascar à travers le Pnud, l'UNFPA, l'Onudi, l'UNCDF, l'Unicef et le Pam, aux côtés des institutions nationales et de la Comesa pour une coopération Sud-Sud gagnant. La Zlecaf est un levier économique-social de premier ordre.

Ce marché unique africain pourrait permettre aux pays du continent de faire sortir de l'extrême pauvreté 30 millions d'habitants et d'accroître le revenu de 68 millions d'autres personnes qui vivent avec moins de 5,50 dollars par jour. En favorisant l'intégration économique, la Zlecaf, peut servir de vecteur à une redistribution significative des revenus qui renforce l'autonomie des femmes et qui corrige les inégalités historiques.

# Conseil National du Cacao : Recrutement d'un secrétaire exécutif pour le rendre opérationnel

ANTSAR | 10 JUIN 2024 | MIDI MADAGASIKARA

En réponse à la crise qui secoue le secteur du cacao depuis plusieurs semaines, le Conseil National du Cacao (CNC) a annoncé le recrutement imminent de son secrétaire exécutif. Cette décision survient après des appels pressants des artisans chocolatiers et des entreprises de transformation locale, gravement touchés par la pénurie de fèves de cacao et la flambée des prix sur le marché local. Selon les acteurs de la chaîne de valeur, la crise actuelle est attribuée à une augmentation significative des exportations de fèves de cacao, combinée à l'implantation d'une nouvelle usine à Ambanja. Ces facteurs ont entraîné une diminution drastique de l'offre sur le marché local, provoquant une hausse vertigineuse des prix. Pour les artisans chocolatiers, cette situation représente une menace existentielle, mettant en péril des métiers et des centaines d'emplois. Malgré la gravité de la situation, le CNC n'a pas pu répondre aux doléances des acteurs de la filière faute de bureau exécutif opérationnel. Cette inaction a exacerbé le sentiment de frustration parmi les professionnels du secteur, qui attendent des mesures concrètes pour stabiliser le marché et protéger leurs activités.

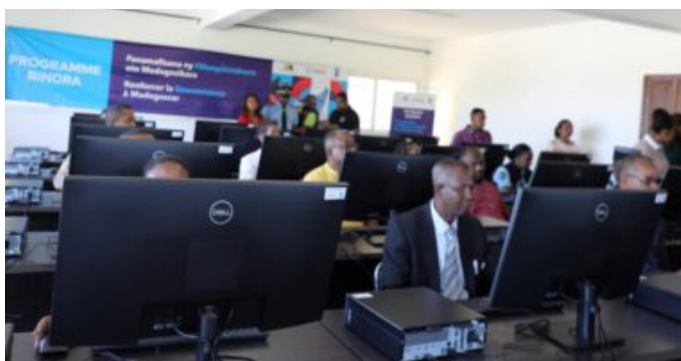
## Restructuration

La semaine dernière, le CNC a franchi une étape décisive en publiant un avis de recrutement pour son futur secrétaire exécutif. Ce poste clé vise à assurer la coordination et le suivi des actions des différents acteurs dans la mise en œuvre du Plan National du Cacao (PNC). Selon l'annonce, le secrétaire exécutif aura pour missions principales d'appuyer l'organisation optimale et la pérennisation de la structure et de la filière cacao, de garantir la bonne gouvernance et la transparence de gestion des ressources du CNC et d'assurer la fluidité de la communication et la veille informative au bénéfice des différents acteurs de la filière. L'arrivée d'un secrétaire exécutif devrait également renforcer la gouvernance et la transparence au sein du CNC, des aspects cruciaux pour regagner la confiance des artisans et des entreprises locales. La nouvelle direction est attendue pour mettre en place des stratégies efficaces afin de stabiliser le marché local du cacao, d'encourager la transformation locale et de protéger les emplois menacés.

# Développement régional : la région Sava inaugure une nouvelle salle de formation high-tech

ARH | 10 JUIN 2024 | LES NOUVELLES

Grâce au soutien de l'USAID et du PNUD, via le programme Rindra : Renforcer la Gouvernance à Madagascar, la région Sava vient de se doter d'une salle de formation ultramoderne, aménagée à l'hôtel des finances de Sambava. Cette initiative vise à renforcer les compétences locales en matière de gouvernance et à améliorer les services publics.



Cette salle de formation, inaugurée officiellement samedi et mise à disposition de l'Institut National de la Décentralisation et du Développement Local (INDDL) et de la Région, est équipée de vingt-cinq ordinateurs de bureau, un ordinateur portable, une imprimante, un vidéoprojecteur, un écran de projection et un dispositif audio. Elle est également adaptée pour des vidéoconférences et des cours en ligne, offrant ainsi un environnement

d'apprentissage moderne et flexible. Un pool de 17 formateurs a également été créé dans la région Sava pour maximiser l'utilisation de cette nouvelle infrastructure.

L'objectif principal de cette initiative est de répondre aux exigences croissantes d'un monde professionnel en constante évolution et de préparer efficacement les futurs cadres.

A travers cette dotation, l'USAID et le PNUD ambitionnent d'améliorer la qualité des services offerts par les Collectivités territoriales décentralisées (CTD) et les Services techniques déconcentrés (STD). La salle de formation high-tech permet aux fonctionnaires et aux autorités locales d'acquérir des compétences techniques essentielles pour une gouvernance plus performante et plus transparente, bénéfique aux Malgaches.

En équipant les régions de salles de formation et en renforçant les capacités des agents de l'Etat, le programme Rindra contribue significativement à l'amélioration des compétences des fonctionnaires et des futurs cadres de l'administration publique.



# Madagascar Airlines : 157 vols domestiques aux mois de juin et juillet

ARH | 10 JUIN 2024 | LES NOUVELLES

**A** partir du 14 juin, la compagnie proposera 19 rotations hebdomadaires supplémentaires sur ses destinations, comme elle l'a annoncé dans une communication en fin de semaine. 157 vols et 21.000 sièges additionnels sont prévus entre juin et juillet.

Pour la desserte Nosy-Be, le nombre de vols passera à sept à neuf par semaine sept durant le mois de juin. De même pour la destination Toliara avec 10 vols par semaine, tandis que Toamasina sera desservie avec huit vols hebdomadaires. Cette fréquence à la hausse se poursuivra en juillet avec 26 rotations supplémentaires, offrant ainsi plus d'options de voyages aux passagers. Nosy-Be sera desservie 11 fois par semaine autant pour Toliara et Toamasina neuf fois par semaine.

Pour répondre à cette demande accrue, Madagascar Airlines a déjà annoncé la location d'un Q400 auprès de la compagnie sud-africaine Cem Air pour les mois de juin et de juillet.

En outre, la compagnie propose des tarifs préférentiels sur les vols nationaux, avec des réductions allant jusqu'à 60% sur les tarifs normaux hors taxes, notamment pour les couples et les familles. Ces offres exclusives seront disponibles à partir du 10 juin, concernant les voyages entre le 14 juin et le 31 juillet.

Pour renforcer davantage sa flotte, Madagascar Airlines prévoit également l'arrivée de deux nouveaux ATR 72 en août et en septembre. De plus, un autre appareil de la flotte actuelle sortira des ateliers de maintenance à la fin de juin. En plus des deux ATR en service, trois appareils supplémentaires seront donc opérationnels d'ici septembre.

# Artisanat : une vitrine pour le savoir-faire malgache à l'aéroport d'Ivato

ARH | 11 JUIN 2024 | LES NOUVELLES

**L**e 10 juin, la Journée mondiale de l'Artisanat a été célébrée à travers le monde. Et Madagascar n'est pas en reste. A cette occasion, le ministère du Tourisme et de l'artisanat, en partenariat avec l'Office national du Tourisme de Madagascar (ONTM) et Ravalina Airports, a inauguré une exposition sur la chaîne de valeur de la soie à l'Aéroport international d'Ivato.

Cet événement vise à célébrer les savoir-faire des artisans malgaches et à offrir aux visiteurs une immersion unique dans la culture locale. C'est un véritable coup de pouce à un secteur vital de l'économie du pays, représentant entre 15 et 20 % du PIB et employant directement plus de deux millions de personnes.

Avec 164 métiers répartis dans 14 filières, allant du bois à la bijouterie en passant par le textile, l'artisanat joue un rôle crucial dans la réduction du chômage et du sous-emploi. Sylvie Rasolofonjanahary, présidente de la Fédération des Chambres des Métiers et de l'Artisanat de Madagascar (FCMAM), a salué les artisans malgaches comme de «véritables ambassadeurs du patrimoine culturel». Elle a souligné que l'artisanat est un élément clé du secteur touristique.

«Nos visiteurs internationaux, en passant par cet aéroport, sont souvent émerveillés par la richesse et la diversité des produits artisanaux qu'ils découvrent. Les objets qu'ils emportent deviennent des ambassadeurs silencieux de notre culture, suscitant curiosité et admiration au-delà de nos frontières».

Elle a également mentionné l'importance de «renforcer les synergies entre le tourisme et l'artisanat, en offrant des expériences authentiques et immersives». Ces initiatives peuvent créer des circuits touristiques centrés sur la découverte de l'artisanat, permettant ainsi aux visiteurs

de comprendre et d'apprécier la richesse du patrimoine culturel malgache.

## Des obstacles à surmonter

Cependant, les artisans font face à des défis persistants, notamment «l'accès aux matières premières et la recherche de débouchés», comme le note la présidente de la FCMAM. Le ministère du Tourisme et de l'Artisanat s'engage à les soutenir par le biais de formations et d'appuis techniques. Cette exposition à l'aéroport d'Antananarivo, qui durera trois mois, est une des initiatives qui vise à donner de la visibilité aux artisans malgaches.

D'après le ministre du Tourisme et de l'artisanat, Joël Randriamandranto, «diverses filières se succéderont dans le hall d'exposition, en commençant par la soie, suivie des fibres végétales, de la bijouterie, du textile et habillement, des produits de vannerie, et des objets fabriqués à partir de déchets recyclés».

Et lui d'ajouter que «cette démarche vise à promouvoir le savoir-faire malgache et à soutenir les artisans dans leur contribution à la culture et à l'économie nationale». Et le choix de l'aéroport d'Antananarivo n'est pas anodin, étant la porte d'entrée principale de Madagascar.

## Produits importés : Augmentation du droit d'accise sur les boissons alcoolisées

ITAMARA RANDRIAMAMONJY | 11 JUIN 2024 | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Nouvelle disposition fiscale. Une disposition s'est glissée dans le Projet de loi de finances rectificative 2024, faisant savoir que l'État compte augmenter le droit d'accise pour les boissons alcoolisées. Ce document législatif indique en effet que l'État envisage de prélever 100 ariary de plus par litre sur ce type de boisson. Parmi la multitude de chiffres exposés dans ledit projet de loi, différents types de boissons alcoolisées se voient attribuer un droit d'accise de 50%, mais cela peut aller jusqu'à 260% si l'on se réfère au tableau portant justement sur les droits d'accise appliqués aux produits alcoolisés.

Les droits d'accises en question seront perçus au profit du budget général. Les produits récoltés, extraits, fabriqués, préparés et importés à Madagascar qui figurent dans le document sont soumis à ce régime fiscal. Alors,

augmentation raisonnable ou nouveau coup dur pour les consommateurs ?

L'État justifie cette disposition par la nécessité de juguler les dépenses et le budget de l'État. Étant donné que d'anciennes dispositions fiscales ont été supprimées à la demande des bailleurs.

«Il y a certaines taxes qui ont dû être supprimées à la demande des bailleurs et des collaborateurs internationaux. Par exemple, le droit d'accise vis-à-vis de l'exportation aurifère. Il y a également d'autres taxes dont dépendent fortement les recettes fiscales, en l'occurrence les boissons alcoolisées. Nous allons prélever cent ariary sur ces boissons», avait annoncé la ministre des Finances lors de son allocution à Tsimbazaza.

## Coopération Triangulaire Sud-Sud : Madagascar et l'Indonésie s'unissent pour l'énergie renouvelable

ANTSAR | 11 JUIN 2024 | MIDI MADAGASIKARA

**L**a « Coopération Triangulaire Sud-Sud » (SSTC DREI) se poursuit, à la suite de résultats prometteurs depuis 2021. Une délégation indonésienne est actuellement dans nos murs, pour concocter la deuxième phase du programme dans le secteur énergétique.

Promouvoir les énergies renouvelables pour combattre le changement climatique. Tel est l'objectif de la « Coopération Triangulaire Sud-Sud » (SSTC DREI), initiée depuis 2021, entre Madagascar, l'Indonésie, le Népal et l'Afghanistan, avec le soutien du Ministère fédéral allemand de la coopération économique et du Développement (BMZ), ainsi que la GIZ de l'Indonésie et le projet PERER de la GIZ à Madagascar. À noter que l'Agence de Développement de l'Électrification Rurale (ADER) est un membre clé de cette initiative.

en Indonésie, annonçant un programme de renforcement des capacités pour l'année 2024 et 2025. Actuellement, une délégation indonésienne séjourne à Madagascar pour la deuxième session de ce programme, comprenant des représentants du gouvernement de l'Indonésie, de la GIZ Indonésie ainsi que des représentants et des agents de l'État malgache dans le secteur de l'énergie.

### Savoir-faire.

La session, qui a débuté hier au Centell Hôtel Antananarivo, propose des formations théoriques et des échanges d'expériences sur des sujets tels que l'étude de faisabilité et l'étude hydrologique pour la mise en place de microcentrales hydroélectriques, l'implication des femmes dans ce secteur, ainsi que la réglementation et la régulation. Outre ces formations, des visites sur le terrain permettront d'échanger sur les défis et les pratiques de l'électrification des zones rurales et isolées. Notamment, une étude de cas sera réalisée sur le site d'une microcentrale hydroélectrique, s'inscrivant dans le cadre d'un projet pilote à Madagascar. Il est à souligner que la GIZ Indonésie a joué un rôle majeur dans l'électrification rurale par les énergies renouvelables depuis 2009, ayant ainsi permis à 189 000 personnes, 1 500 institutions publiques et 2 700 entreprises rurales d'accéder à l'électricité. Cette coopération témoigne de l'engagement des pays participants en faveur du développement durable et de la lutte contre le changement climatique, tout en favorisant un échange fructueux de connaissances et de ressources pour un avenir énergétique plus propre et plus inclusif.



Cette collaboration offre à chaque pays l'opportunité de bénéficier des expériences et des meilleures pratiques des autres dans le domaine des énergies renouvelables. Selon les informations, des échanges ont déjà eu lieu en 2022, abordant divers thèmes tels que l'énergie solaire, et une réunion inaugurale s'est tenue en décembre 2023



## Carburants : TotalEnergies lance son nouveau produit « Excellium »

R.EDMOND. | 11 JUIN 2024 | MIDI MADAGASIKARA

Ayant déjà fait ses preuves dans d'autres pays, la gamme de carburants Excellium fait son entrée à Madagascar. Depuis hier, cette nouvelle gamme est disponible dans toutes les stations TotalEnergies du pays. Le lancement officiel a eu lieu hier, lors d'une animation qui s'est tenue à la station Fitaratra d'Ankorondrano.



La gamme Excellium se distingue notamment par ses trois additifs combinés qui permettent aux automobilistes

de faire une économie de carburants. L'on a parlé hier, de 28 km en plus, par rapport au carburant normal. Excellium permet également de protéger le moteur en prévenant l'apparition des dépôts grâce à son pouvoir détergent renforcé. Enfin, ce nouveau produit participe à la réduction des émissions polluantes grâce à un meilleur fonctionnement du moteur. En effet, Excellium permet de réduire jusqu'à 38%, l'usure des pièces dans un moteur essence et renforce le pouvoir lubrifiant du gazole par rapport à un carburant non additivé. « Cette nouvelle gamme de carburants Excellium témoigne de la volonté de TotalEnergies de satisfaire ses clients en terme de qualité », a déclaré Marième Sav Sow, directrice générale de TotalEnergies Madagascar. Rappelons que TotalEnergies fête actuellement ses 100 ans d'existence. Une occasion pour la compagnie de distribuer beaucoup de cadeaux à ses clients. À l'instar de Rémi William Rakotondrazaka, un chauffeur de taxi, le 25ème client d'Excellium qui a décroché, hier, un an de carburant gratuit chez TotalEnergies. D'autres cadeaux sont encore à offrir auprès des stations TotalEnergies.

## Pêche industrielle : les navires européens reprennent la pêche au thon

ITAMARA RANDRIAMAMONJY | 12 JUIN 2024 | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

**Ils sont au total quarante-et-un navires européens à avoir reçu leur licence de pêche industrielle pour cette campagne. Majoritairement français et espagnols, ces navires peuvent pêcher le thon dans les eaux territoriales malgaches.**

En eaux profondes. Après plus de quatre ans, les pêcheurs de thon européens reviennent dans nos eaux territoriales. Plusieurs navires de l'Union européenne ont obtenu leur licence de pêche industrielle pour cette campagne 2024. Au total, ce sont quarante-et-un bateaux, qui naviguent majoritairement sous les pavillons espagnols et français. Ils pourront désormais pêcher ce poisson dans les eaux territoriales, à différentes conditions, appliquées depuis la signature de l'accord de pêche de l'Union européenne, en 2023.



Cet effectif est composé de vingt-quatre thoniers sennieurs, onze palangriers et six navires d'appui. C'est à l'issue de l'accord de pêche avec l'Union européenne que ces navires ont obtenu ces licences de pêche industrielle. Selon le ministère de la Pêche et de l'Économie bleue, toutes les parties prenantes ont été consultées dans son élaboration. « C'est le onzième renouvellement de l'accord de pêche avec l'Union européenne. Les négociations pour déboucher à cet accord ont particulièrement pris du temps. Toutes les parties prenantes ont été consultées lors des discussions », indique-t-on.

### Contrepartie

Au total, les négociations auront duré quatre ans avant de parvenir à cet accord. Cet accord de pêche dure quatre ans. Comme convenu, des possibilités de pêche sont prévues pour un maximum de soixante-cinq navires (contre quatre-vingt-quatorze dans l'accord précédent soit trente-deux thoniers sennieurs dont 16 navires espagnols, 15 français et un italien). Il y a également un total de trente-trois palangriers de surface qui peuvent exercer cette pêche industrielle. Selon le Parlement européen, « La contrepartie financière de l'Union s'élève à 1,8 million d'euros par an, dont 700 000 euros de droits d'accès

aux eaux malgaches (pour un tonnage de référence de 14 000 tonnes par an). Le reste de la somme (1,1 million d'euros) soutiendra la politique sectorielle de la pêche de Madagascar. En outre, les redevances d'autorisation pour les armateurs de l'Union devraient représenter 1,42 million d'euros par an. Les armateurs verseront également une nouvelle contribution environnementale en fonction de leur jauge brute (2,5 euros par GT, pour un total estimé à 200 000 euros) », peut-on lire dans un rapport de séance plénière datant de novembre 2023.

Depuis quelques années, les pays de l'océan Indien, conscients de la raréfaction du thon, de passage dans ces eaux chaudes, ont commencé à élaborer des stratégies pour tirer profit de cette filière, aussi bien prospère que discrète. L'attribution des licences de pêche aussi bien aux senneurs qu'aux palangriers démontre cette approche. Celle-ci consiste à profiter au maximum du temps de passage limité des thons dans nos eaux territoriales.

## Minéraux stratégiques : l'uranium malgache suscite de nouveau l'intérêt

ITAMARA RANDRIAMAMONJY | 12 JUIN 2024 | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

**Global Li-Ion, société canadienne, veut en effet explorer le potentiel prometteur de l'uranium à Madagascar. Il y a quelques jours, cette firme annonce avoir signé un mémorandum d'entente dans le but d'explorer des réserves potentielles d'uranium.**

Dans un communiqué, il est indiqué que «Global Li-Ion est heureux d'annoncer qu'elle a conclu un protocole d'accord avec une société privée malgache pour mener à bien la diligence raisonnable sur ses prospections d'uranium à Madagascar. Les projets ont fait l'objet de travaux d'exploration antérieurs qui ont montré un grand potentiel pour contenir de l'uranium.»

à l'exploration de ce potentiel et déjà aux premières exportations de minéraux de la Grande île. Il fut un temps, en 1925, où le pays s'est déjà situé au premier rang mondial des exportations de graphite. Depuis les années 2000, l'uranium malgache a suscité un vif intérêt de la part de différentes sociétés qui se sont aventurées dans l'exploration de ce potentiel.



En effet, le gros des réserves de minéraux critiques du pays a déjà été prospecté par l'administration coloniale, et même bien avant. Dès le début du XXe siècle, en 1906, le premier décret minier a été déclaré, ouvrant aussi la voie

### Opportunité

Le président de la société canadienne affirme qu'une réussite éventuelle de la prospection permettrait au pays d'accroître son potentiel, mais aussi de se repositionner stratégiquement dans les nouveaux centres d'intérêt mondiaux et l'évolution des industries de technologie. «Nous sommes très heureux d'avoir cette opportunité d'ajouter un projet d'uranium à notre portefeuille. L'uranium et, par la suite, l'énergie nucléaire sont de loin l'élément clé le plus important de l'effort mondial en faveur de l'énergie verte pour l'électrification. L'énergie nucléaire est également devenue un sujet brûlant dans le monde de l'intelligence artificielle, à mesure que l'industrie technologique prend conscience de la quantité d'énergie nécessaire au fonctionnement des ordinateurs pour l'IA générative», a déclaré Jason Walsh, président de Global Li-Ion.

## Parités de pouvoir d'achat : De grands défis économiques à relever pour Madagascar

ANTSAR | 12 JUIN 2024 | MIDI MADAGASIKARA

1% de la production régionale. C'est ce que représentent les 36 pays africains les plus faibles, dont Madagascar, en termes de PIB-PPA (Produit intérieur brut en parité de pouvoir d'achat). Hier, la Banque africaine de développement (BAD) a révélé les faits saillants de son rapport sur les parités de pouvoir d'achat (PPA), indiquant des données essentielles sur l'économie africaine.

Madagascar reste en 45e position parmi les 52 pays africains évalués, une indication de sa position économique relative sur le continent. Les parités de pouvoir d'achat, des mesures cruciales pour comparer les niveaux de vie et les performances économiques à travers les pays, montrent que l'Afrique contribue à 5,4% du produit intérieur brut (PIB) mondial tout en représentant 18,5% de la

population mondiale. Cette proportion souligne les défis et les opportunités de développement du continent.

### Contrasté

Le rapport de la BAD, basé sur les résultats révisés de 2021 et 2017 du Programme de comparaison internationale (PCI), montre que l'économie africaine a produit des biens et services d'une valeur d'environ 8 200 milliards de dollars en 2021. Cette production ne représente que 5,4% du PIB mondial, malgré une croissance de 28,51% par rapport à 2017. L'Égypte se maintient en tête des plus grandes économies africaines en termes de PPA avec un PIB de 1 900 milliards de dollars, suivie par le Nigéria (1 200 milliards de dollars) et l'Afrique du Sud (844,7 milliards

de dollars). Ces trois pays, avec l'Algérie et l'Éthiopie, représentent 59,5% du PIB du continent, montrant une concentration significative de la richesse économique en Afrique. Madagascar, en particulier, se trouve parmi les 10 derniers, illustrant les défis persistants en termes de développement économique. Les pays avec les plus faibles PIB par habitant incluent le Burundi (981 dollars), la République centrafricaine, et la Somalie. À noter que le rapport de 2021 indique la Chine comme étant la première économie du monde, avec un PIB-PPA de 28 800 milliards de dollars, représentant 18,9% du PIB mondial. Les États-Unis occupaient la deuxième place avec 15,5% du PIB mondial et l'Inde, la troisième place, avec 7,2%.

## Mahajanga : Star engage des actions RSE pour les communautés

ARH. | 12 JUIN 2024 | LES NOUVELLES

L'équipe RSE de Star s'est rendue la semaine dernière à Mahajanga pour effectuer une donation en faveur de la santé maternelle et infantile, ainsi que pour promouvoir le projet environnemental Kopakelatra auprès de la population locale.

Ainsi, renouvelant son partenariat avec le Centre hospitalier universitaire (CHU) Androva, Star a fourni des kits de naissance à environ trente patientes, incluant des femmes enceintes et des jeunes mères, ainsi qu'un concentrateur d'oxygène pour le complexe mère-enfant du CHU. Le but étant d'améliorer les conditions de prise en charge des patients.

La remise des équipements a été effectuée par Doison Rarivoson, directeur d'agence sur place, accompagné de Fanou Raveloarison, responsable communication institutionnelle et RSE, Zo Rabarivelo, manager administratif, et Kaed Soalehy, manager logistique. Les matériels ont été

officiellement remis au Dr. Valéry Refeno, directeur adjoint technique du CHU Androva.

En parallèle, Star a déployé son projet Kopakelatra en installant six nouveaux points de collecte de bouteilles en plastique accessibles au grand public : Leader Price Mahajanga Be, Jovena Zato sur la route d'Amborovy, Supermaki Mazava Huile, Total Baobab Analakely, et Galana Atafana Mahajanga Be. Une campagne de sensibilisation, menée pendant trois jours, a accompagné ce déploiement, incitant la population à adopter une consommation responsable et à participer activement à la collecte de déchets plastiques. Cette campagne a permis de recueillir plus de 4.500 bouteilles en plastique usagées. Ces actions s'inscrivent dans la politique de responsabilité sociétale des entreprises (RSE) de Star, réaffirmant son engagement en faveur du développement social et environnemental dans la région du Boeny.

## Production rizicole : un objectif de 5,6 millions de tonnes cette année

ARH. | 12 JUIN 2024 | LES NOUVELLES

Le ministère de l'Agriculture et de l'élevage (Minae), Suzelin Ratohiarijaona, a lancé un programme ambitieux de réhabilitation des infrastructures d'irrigation, visant à accroître la production rizicole dans le pays. L'objectif est de produire 5,6 millions de tonnes de riz cette année.

Dans cette optique, plus de 100.000 hectares de périmètres irrigués seront réhabilités cette année, dont 30.000 hectares durant les 100 premiers jours. En faisant un bilan des réalisations de son département, hier à Anosy, le ministre de l'Agriculture et de l'élevage, Suzelin Ratohiarijaona, prévoit d'augmenter la production rizicole de 10 à 15 %, avec l'ambition d'atteindre l'autosuffisance et de mettre fin aux importations de riz ».

Selon lui, « cette initiative vise à réduire les dépenses en devises affectées dans les opérations d'importation et à renforcer la sécurité alimentaire du pays ». Les actions du Minae s'inscrivent dans la Politique Générale de l'Etat

(PGE), notamment le pilier 2 qui prône l'industrialisation et la transformation de l'économie malgache. « L'objectif est d'atteindre l'autosuffisance alimentaire d'ici 2028 ». A ce jour, 63 projets ont été achevés dans 16 régions, couvrant 30.900 hectares de nouvelles terres irriguées.





Par ailleurs, une nouvelle variété de riz pluvial, « Mavitrika », résistante aux changements climatiques et enrichie en zinc, a été introduite pour lutter contre la malnutrition.

### Fourniture d'intrants

Le 5 juin, Madagascar a signé un protocole d'accord avec la République de Corée pour améliorer la productivité rizicole grâce à l'expertise et la technologie coréennes. Ce partenariat repose sur trois axes principaux : la création de complexes de production rizicole, l'amélioration des systèmes de semences, et le renforcement des capacités des professionnels agricoles malgaches.

Pour soutenir ces efforts, le ministère a distribué plus de 118.000 kits d'intrants agricoles dans les 23 régions. Six protocoles d'accord ont été signés pour établir des usines

d'engrais biologiques et chimiques, avec une production prévue de 100.000 tonnes d'engrais biologiques et 13.000 tonnes d'engrais chimiques pour 2024.

Le soutien aux établissements semenciers s'est intensifié avec la formation de 20 nouveaux inspecteurs semenciers et la distribution de plus de 230 matériels agricoles motorisés. En outre, plus de 60 tonnes de semences certifiées ont été produites, dont 30 tonnes de riz.

Pour les années à venir, le Minae prévoit de créer 100.000 hectares de Zones d'Emergence Agricole avec le secteur privé d'ici 2028. « Ces initiatives représentent un pas décisif vers l'autosuffisance alimentaire et le développement économique de Madagascar, garantissant ainsi la sécurité alimentaire de sa population », a conclu le ministre Suzelin Ratohiarijaona.

## Commerce : Le PICM, une mine d'informations essentielles au service des échanges

R.EDMOND | 13 JUIN 2024 | MIDI MADAGASIKARA

Dévoilé officiellement en avril dernier, le Portail d'Informations Commerciales de Madagascar ou PICM ([www.pic.commerce.mg](http://www.pic.commerce.mg)) enregistre de plus en plus de visiteurs. Il s'agit, rappelons-le, d'un outil gouvernemental novateur qui met à disposition du grand public une mine d'informations essentielles pour faciliter le commerce, tant au niveau national qu'international. Il offre un accès facile et centralisé à une variété de données, incluant les réglementations commerciales nationales et internationales, les analyses statistiques, et les procédures détaillées pour les opérations d'exportation, d'importation et de transit. Le PICM héberge également différentes données sur les prix des produits sur les marchés locaux et internationaux, ainsi que sur les matières premières disponibles à Madagascar, offrant ainsi une visibilité accrue sur les opportunités commerciales. Initié par le ministère de l'Industrialisation et du Commerce en collaboration avec le Comité national de la facilitation des échanges (CNFE), le PICM représente une avancée majeure dans la simplification et la

centralisation des données commerciales à Madagascar. Intégré dans le cadre du Projet d'Aménagement de Corridors et de Facilitation du Commerce (PACFC) financé par la Banque africaine de développement (BAD), le PICM renforce l'intégration régionale de Madagascar avec les pays de la SADC, du COMESA et de la Commission de l'Océan Indien. Selon la BAD, "le PICM est un instrument-support mis à la disposition de tous les acteurs de l'écosystème du commerce et des investissements pour répondre de façon décisive au besoin de transparence, de prévisibilité et de facilitation des activités économiques et commerciales d'une part, et à la nécessité impérieuse de se conformer aux engagements vis-à-vis de l'Organisation Mondiale du Commerce, en particulier de l'Accord sur la facilitation des échanges." La mise en œuvre du PICM a été confiée à des consultants internationaux de renom, à savoir MEDIANET et FTHM assurant ainsi la qualité et la fiabilité de cette plateforme digitale centralisée, gratuite et conviviale.

## Perspectives économiques : Faible performance de Madagascar pour les trois prochaines années

ANTSA R. | 13 JUIN 2024 | MIDI MADAGASIKARA

**L**e dilemme entre l'inflation et la croissance devient critique pour Madagascar, qui fait face à la persistance de l'inflation sous-jacente, depuis quelques années.

Alors que la croissance mondiale montre des signes de stabilisation après des années de turbulence, Madagascar se retrouve dans une position délicate avec des prévisions de croissance relativement faibles par rapport à d'autres pays de la région subsaharienne.

Selon les dernières perspectives économiques mondiales de la Banque mondiale, la croissance économique de Madagascar est estimée à 4,5% pour cette année, avec

de légères augmentations prévues atteindre 4,6% en 2025 et 4,7% en 2026. Bien que ces chiffres soient supérieurs à la moyenne régionale prévue de 3,5% en 2024 et 3,9% en 2025, ils restent modérés, peu évolutifs et soulignent des défis persistants pour l'économie malgache. Dans la région, subsaharienne, certaines économies comme l'Ethiopie, la Côte d'Ivoire ou encore le Bénin prévoient un taux de croissance entre 6% à 7% pour les trois

prochaines années, en revanche, certaines économies de la région subsaharienne, telles que Maurice et le Niger, connaissent une prévision de croissance décroissante. La croissance mondiale, quant à elle, se stabilise pour la première fois en trois ans, avec une prévision de 2,6% pour 2024 et une légère augmentation à 2,7% en moyenne pour 2025-2026. Selon la Banque mondiale, ce niveau reste bien en dessous de la moyenne de 3,1% enregistrée avant la pandémie de Covid-19.



## Séquelles

Pour les pays en développement, la croissance devrait fléchir légèrement, passant à une moyenne de 4% en 2024-2025, alors qu'elle devrait s'accélérer dans les pays à faible revenu, atteignant 5% en 2024 contre 3,8% en 2023. Cependant, les perspectives de croissance pour 2024 ont été revues à la baisse dans 75% de ces pays par rapport aux prévisions de janvier, d'après le rapport de l'institution de Bretton Woods. Dans les économies avancées, la croissance devrait rester stable à 1,5% en 2024 et progresser à 1,7% en 2025. Indermit Gill, premier vice-président et économiste en chef du Groupe de la

Banque mondiale, souligne que la croissance économique mondiale montre des signes de stabilisation après les perturbations provoquées par la pandémie, les conflits, l'inflation et le durcissement monétaire. Cependant, elle n'a pas encore retrouvé ses niveaux d'avant 2020. Les pays les plus pauvres, comme Madagascar, continuent de faire face à des défis importants tels que le lourd fardeau de la dette, les opportunités limitées en matière de commerce et les épisodes climatiques coûteux. Les économies en développement devront encourager l'investissement privé, réduire la dette publique et améliorer les infrastructures de base pour stimuler la croissance.

## Perspectives

Madagascar devra relever ces défis avec prudence. Bien que la croissance prévue soit positive, elle reste inférieure aux attentes et aux besoins du pays pour améliorer significativement le niveau de vie de sa population. Pour les pays moins avancés, une attention particulière doit être accordée à l'investissement public pour stimuler l'investissement privé et promouvoir une croissance économique plus vigoureuse. Selon la Banque mondiale, une augmentation de l'investissement public de 1% du PIB peut entraîner une augmentation de la production jusqu'à 1,6% à moyen terme dans les économies en développement.

## Monnaie

Par ailleurs, l'inflation mondiale devrait diminuer à 3,5% en 2024 et à 2,9% en 2025, mais reste inférieure aux projections précédentes. Cela pourrait inciter les banques centrales à maintenir des taux d'intérêt élevés, influençant négativement la croissance des économies en développement. Ayhan Kose, économiste en chef adjoint de la Banque mondiale, met en garde contre la persistance de l'inflation sous-jacente, ce qui pourrait retarder les baisses des taux directeurs.

## Pêche : Un plan pour développer la Somapêche

VERO ANDRIANARISOA | 13 JUIN 2024 | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Le directeur général de la maison-mère en Chine de la Société malagasy de pêche (Somapêche), FU Guoqing, a présenté le bilan de sa visite d'un mois à Madagascar avec le directeur général résidant à Mahajanga, Sun Cheng Kang. Cette présentation a été adressée au gouverneur de la région Boeny, Mokhtar Andriantomanga, mardi, au bloc administratif à Ampisikina. Deux points ont été évoqués à l'occasion, le rapport sur les enquêtes de procédures internes de la société et le projet de mise en œuvre de la gestion des investissements pour développer l'entreprise Somapêche dans la région Boeny.

« Ce projet d'extension de l'entreprise dans la région Boeny permettra de créer des emplois pour les jeunes. La société est en plein essor et la région connaît de bons résultats économiques. C'est un grand espoir pour les jeunes à la recherche d'emploi. Nous sommes fiers de votre présence dans le Boeny et notre coopération est au beau fixe. La région est prête à vous accompagner afin de faciliter ces travaux d'agrandissement », déclare le gouverneur.

La direction générale de la Somapêche mettra en œuvre l'augmentation des salaires pour les travailleurs privés et tous les rappels de solde des employés à la fin de ce mois de juin, à l'occasion de la Fête nationale. Huit cents employés sont inscrits dans la société Somapêche, en mer et sur terre, dont trente-cinq ressortissants chinois. Quatre cents employés sont temporairement recrutés selon la saison. Et des formations sont dispensées et des appuis en matériel offerts aux pêcheurs traditionnels, dans le cadre de la protection de l'environnement, notamment des mangroves et forêts de palétuviers.





## Télécommunications : l'Artec publie les catalogues d'interconnexion des opérateurs

ARH. | 13 JUIN 2024 | LES NOUVELLES

Les documents, désormais accessibles sur le site web de l'Artec, concernent Airtel Madagascar, Orange Madagascar, Telma SA et Gulfsat. C'est une « initiative visant à renforcer la transparence et l'efficacité sur le marché des télécommunications à Madagascar », comme l'a souligné l'Artec dans son communiqué.

Ces catalogues offrent un aperçu détaillé des offres d'interconnexion et d'accès de ces opérateurs, incluant les conditions techniques, tarifaires et commerciales. Comme le précise l'Artec, cette publication représente « un tournant majeur dans le paysage des télécommunications à Madagascar ». Elle consiste à fournir aux acteurs du secteur et aux consommateurs des informations cruciales pour des décisions éclairées concernant leurs connexions réseau.

Cette procédure menée par l'Artec s'inscrit dans l'application de l'article 17 du Décret N°2023-97, qui établit les règles et modalités d'interconnexion et d'accès aux réseaux de télécommunications. Cette mesure traduit entre autres l'engagement continu de cette autorité de régulation à « favoriser un environnement concurrentiel dynamique et sain dans le secteur des télécommunications à Madagascar ».

L'amélioration de l'accès à l'information est un levier essentiel pour stimuler l'innovation et améliorer la qualité des services offerts, au bénéfice de l'ensemble des acteurs du secteur, y compris les consommateurs. En publiant ces catalogues, l'Artec espère ainsi faciliter une meilleure compréhension des offres disponibles et encourager une concurrence plus équitable et transparente parmi les opérateurs.

## Finances : Paositra Finance autorisée à offrir des services

ARH. | 13 JUIN 2024 | LES NOUVELLES

Paositra Finance, une branche de Paositra Malagasy, est désormais autorisée à ouvrir ses guichets au public en tant qu'Institut de Microfinance (IMF) de crédit. La Commission de la supervision bancaire et financière (CSBF) a récemment levé les conditions suspensives à son agrément, permettant ainsi à Paositra Finance de lancer ses activités. Cette société avait déjà reçu l'autorisation de se lancer dans la microfinance et la monnaie électronique, mais devait encore satisfaire à certaines exigences avant de pouvoir opérer pleinement. Désormais, Paositra Finance peut exercer toutes les activités d'un IMF de crédit, y

compris l'octroi de crédits, la distribution de monnaie électronique et l'offre de services financiers numériques tels que les transferts d'argent et les paiements.

Dans ce sens, Paositra Finance ambitionne de devenir le leader de l'inclusion financière à Madagascar, en proposant des taux d'intérêt très bas. Le ministre du Développement du numérique, des Postes et des Télécommunications, Tahina Razafindramalo, a rappelé à cet effet la mission de Paositra Finance qui consiste à faciliter l'accès aux services financiers pour tous et à contribuer au développement économique de Madagascar.

## Agriculture : la lutte antiacridienne s'intensifie

MIALISOA IDA | 14 JUIN 2024 | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Une réunion d'urgence s'est tenue à Anosy, mercredi dernier, rassemblant divers partenaires techniques et financiers impliqués dans la lutte contre les criquets à Madagascar. L'intensification de cette lutte commence par le renforcement des capacités de l'Institut pour l'Extinction des Criquets à Madagascar (IFVM) afin d'améliorer la qualité et l'efficacité de ses interventions. De plus, un plan quadriennal de lutte contre les sauterelles a été élaboré, visant à anticiper la prochaine saison acridienne et à mettre en œuvre des mesures préventives renforcées. «Ce plan a pour objectif de motiver les actions futures et de prévenir de nouvelles invasions», souligne le ministre de l'Agriculture et de l'Élevage, Suzelin Ratohiarijaona.

Diverses mesures ont été mises en place pour lutter contre l'invasion acridienne, parmi lesquelles le traitement terrestre demeure l'une des principales options pour couvrir les zones infestées. Jusqu'à présent, environ

28 300 hectares sur les 270 000 hectares visés ont été traités. Cependant, ce chiffre reste insuffisant en raison du manque de ressources et des problèmes d'accès dans certaines zones.



Une source de l'IFVM a indiqué que ces limitations en ressources et en mobilité compliquent considérablement la couverture des zones infestées par les criquets. Pour intensifier la lutte contre cette crise acridienne, des préparatifs pour un traitement aérien sont en cours. La zone couverte par les essaims de criquets dans le Sud et le Sud-ouest de Madagascar s'étend désormais sur deux cent soixante-dix mille hectares, selon une évaluation aérienne effectuée par la FAO et l'IFVM. Le ministère a attribué la hausse du nombre de criquets aux changements climatiques. Ces insectes ravageurs causent d'importants dommages aux cultures dans les zones infestées.

Les régions particulièrement touchées par l'invasion acridienne, telles que Toliara II, Sakaraha, Ankazobe, Morombe, Beroroha, Ikalamavony, Manja, Morondava et Mahabo, enregistrent des pertes agricoles considérables. Cette situation met en péril la sécurité alimentaire et nécessite des interventions urgentes pour limiter les dégâts.

Outre le ministère de l'Agriculture et de l'Élevage, des représentants de la Fida, de la Banque mondiale, de la BAD, de l'USAID et de la FAO ont activement participé à cette réunion d'urgence.

## Huile lourde de Tsimiroro : Un atout économique non négligeable pour Madagascar

R.EDMOND. | 14 JUIN 2024 | MIDI MADAGASIKARA

L'huile lourde de Tsimiroro produite par Madagascar Oil est appelée à améliorer les ressources énergétiques du pays.

Suite à l'achèvement de la restructuration financière, approuvée par la justice aux Bermudes, siège de sa société-mère, Madagascar Oil progresse lentement mais sûrement vers la stabilité et la reprise de ses activités. Au grand bonheur des industries locales clientes et partenaires utilisatrices de l'huile lourde extraite par Madagascar Oil à Tsimiroro, laquelle est considérée comme étant la source d'un atout économique non négligeable.

par rapport à l'huile lourde d'importation dont le taux de soufre est estimé à 2%. L'huile lourde de Tsimiroro se distingue, par ailleurs par son pouvoir calorifique supérieur, permettant à Madagascar Oil de proposer des produits adaptés aux besoins spécifiques des utilisateurs.



### Gains économiques

En somme, la présence de l'huile lourde de Tsimiroro dans le paysage économique de la Grande île est considérée comme un atout non négligeable. Sur le plan de la grande industrie notamment, les gains économiques sont estimés à 20% par les utilisateurs. Avec ce que cela suppose bien évidemment de gains de productivité tirés de la baisse des charges énergétiques. L'on considère d'ailleurs qu'une éventuelle présence massive de l'huile lourde de Madagascar Oil améliorera l'attractivité économique de Madagascar auprès des investisseurs directs étrangers. Encore faut-il que les règles du jeu soient bien claires et respectées afin que l'exploitation de cette énorme richesse nationale qu'est l'huile lourde de Tsimiroro puisse bénéficier de conditions politiques et juridiques viables. Ce d'autant plus que la compagnie projette d'étendre l'approvisionnement en huile lourde dans d'autres régions.



### Industries lourdes

Les camion-citernes flanqués du logo de Madagascar Oil sillonnant la RN7 sont devenus une image familière du paysage routier malgache. Et ce depuis que Madagascar Oil a commencé en 2022 à approvisionner des sociétés industrielles de la région Vakinankaratra, opérant dans différents secteurs comme le textile, l'agroalimentaire et la cimenterie. Des industries locales réputées être hautement consommatrices d'énergie et qui tirent énormément d'avantages en utilisant l'huile lourde de Tsimiroro en produisant leur propre électricité par des générateurs de grande capacité alimentés par ce genre de carburant. Ces industries lourdes confirment d'ailleurs la meilleure qualité de l'huile lourde produite par Tsimiroro par rapport à celles qui sont importées. D'après les spécialistes, avec un taux de soufre minime de seulement 0,3%, l'huile lourde de Tsimiroro est d'une qualité et d'un rendement supérieurs



## Création d'emplois et insertion professionnelle : 84 000 bénéficiaires depuis le début de l'année

NARINDRA RAKOTOBE | 14 JUIN 2024 | MIDI MADAGASIKARA

**L**es initiatives du pouvoir malagasy visant l'appui à la création d'emplois décents, à l'orientation et à l'insertion professionnelle des jeunes et des sans-emplois, en incluant les couches sociales vulnérables ont été évoquées à la 112<sup>e</sup> Conférence Internationale du Travail à Genève.

### Des avancées

Hanitra Razakaboana, ministre du Travail, de l'emploi et de la fonction publique a prononcé son discours lors de la séance plénière tripartite des Etats membres, mardi dernier au siège de l'Organisation internationale du Travail à Genève, Suisse.



Cette participation de la délégation malgache à la 112<sup>e</sup> Conférence Internationale du Travail a permis à Hanitra Razakaboana de présenter les réalisations de Madagascar dans le secteur de l'Emploi. « Le ministère a

mis en œuvre une campagne nationale d'appui à la création d'emplois décents, à l'orientation, à l'insertion et réinsertion professionnelle des jeunes et des sans-emplois incluant les femmes et les personnes avec handicap. Depuis le début de cette année, 84.309 personnes en ont bénéficié », a-t-elle déclaré.

### Réalisations

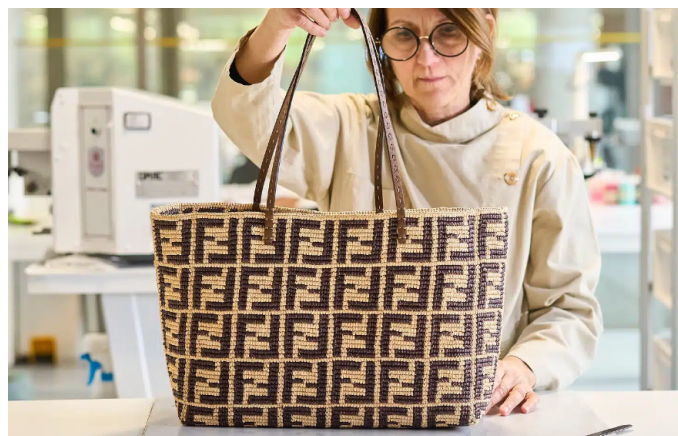
Dans le volet Travail, la ministre de tutelle a fait part, à l'assemblée, du niveau des réalisations de Madagascar actuellement. Elle a mentionné, entre autres, la mise en application du Programme Pays pour le Travail Décent, les opérations afférentes au Plan stratégique global de l'Inspection du Travail dans huit régions du pays. Madagascar a aussi réalisé, depuis 2023, une feuille de route pour l'extension de la sécurité sociale aux travailleurs non-salariés, ceux qui évoluent dans l'économie informelle et rurale. Ce qui amène à l'édification d'une législation adaptée, la mise en place de systèmes de prévoyance sociale et de prise en charge sanitaire pour cette catégorie de population. L'adoption du nouveau Code du Travail, l'importance du dialogue social, la promotion de la migration régulière, le respect du dialogue social inclusif, ainsi que les actions de sensibilisation dans le cadre de l'alliance 8.7 ont été aussi évoquées à l'occasion.

## Fendi Summer 2024 : Le sac Roll revisité avec Made For A Woman

ANTSAR. | 14 JUIN 2024 | MIDI MADAGASIKARA

Pour sa collection Summer 2024, la marque de mode italienne Fendi réinvente le sac Roll, inspiré de ses archives, en collaboration avec Made For A Woman à Madagascar. « Chaque sac est croché par des artisans malgaches utilisant du raphia local pour créer le motif FF signature de la Maison. Cette touche artisanale unique est ensuite complétée en Italie, où des artisans Fendi ajoutent les poignées en cuir, ornées de points de suture Selleria faits main », a dévoilé Made For A Woman, sur sa page Facebook. En effet, cette initiative marque une fusion parfaite entre tradition et modernité, tout en mettant en lumière le savoir-faire exceptionnel des artisans malgaches. Le raphia, matériau naturel et durable, est transformé en une œuvre d'art grâce aux techniques de crochet traditionnelles de Madagascar. Une fois en Italie, les sacs reçoivent une finition luxueuse, symbolisant le mélange harmonieux entre deux cultures artisanales. Bref, au-delà de l'accessoire de mode, le sac Roll de Fendi Summer 2024 traduit l'engagement de Fendi envers une

mode responsable et durable. En combinant des matériaux locaux et des techniques artisanales avec l'expertise italienne, Fendi propose une pièce unique, alliant élégance estivale et héritage culturel.



# Visite ministérielle chez Star : un engagement renouvelé pour l'environnement

ARH. | 14 JUIN 2024 | LES NOUVELLES

Le ministre de l'Environnement et du développement durable, Max Fontaine, accompagné de son directeur de cabinet, a visité le site industriel de Star à Ambatolampy, mardi. Accueilli par le directeur général de Star, Marc Pozmentier, le ministre a pu découvrir les initiatives environnementales mises en œuvre par l'entreprise.



Lors de cette visite, la délégation ministérielle a pu découvrir le parc photovoltaïque récemment installé sur le site, d'une capacité de 2 MW, et la station d'épuration des eaux usées, conçue pour traiter les eaux de manière à les rendre inoffensives avant leur rejet. Ces infrastructures font preuve de l'engagement de Star envers la protection de l'environnement.

Le ministre Max Fontaine a également lancé le premier embouteillage test de la Cristalline 50 cl en verre consigné, un format éco-responsable réutilisable. Ce nouveau produit s'inscrit dans la démarche de responsabilité sociale de l'entreprise (RSE), visant à réduire l'utilisation des emballages en plastique, une initiative soutenue par le ministère.

Ce nouveau format de Cristalline sera bientôt disponible sur le marché local, marquant une étape importante dans les efforts conjoints de Star et du ministère pour préserver l'écosystème et promouvoir des pratiques durables.